

L'ultimatum de la N-VA

Bart De Wever pose ses conditions : si des partis de la majorité appellent à la démission de Francken, son parti se retirera du gouvernement.

Le secrétaire d'Etat fait face à deux motions visant sa destitution.

Le président de la N-VA siffle la fin de la récré. Après une trêve des confiseurs aux allures de guerre de tranchées, Bart De Wever a posé ses conditions, lançant un avertissement ferme à ses partenaires de la suédoise dimanche soir sur VTM. « Si on demande à Theo Francken de se retirer, alors la N-VA se retirera. A ce sujet, je suis très clair. Je soutiens Theo Francken et je ne le laisserai pas tomber », a-t-il déclaré alors que le secrétaire d'Etat est empêtré depuis plusieurs semaines dans l'affaire des Soudanais.

Après les témoignages de torture à l'encontre de Soudanais rapatriés depuis la Belgique, le gouvernement a chargé le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) de mener une enquête en collaboration avec les Nations unies et la Commission européenne. Pour le président des nationalistes flamands, même si ces déclarations

sont confirmées, il n'est pas question que le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration démissionne.

« En ce qui me concerne, la position de Theo Francken n'est pas sujette à discussion, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. Il a appliqué la loi ; ce n'est pas une compétence facile, y compris sur le plan humain, j'en suis bien conscient, mais quelqu'un doit le faire et oser le faire », a-t-il ajouté.

Ces derniers jours, plusieurs figures du CD&V et du VLD ont lancé des piques contre le secrétaire d'Etat, l'appelant à s'interroger sur son éthique personnelle.

Cette semaine, deux motions visant à la destitution de Theo Francken seront analysées à la Chambre. Avant les congés parlementaires, le PS, le CDH, Défi et le SPA avaient déposé une motion de méfiance. Ecolo et Groen ont également déposé une motion de recommandation demandant au Premier ministre de prendre une décision sur la présence du secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration dans le gouvernement. ■

Nollet : « Charles Michel est dans les cordes »

Jean-Marc Nollet, chef de groupe des

verts à la chambre, tire à boulets rouges sur la suédoise dans une interview au « Soir ». « Charles Michel est pieds et poings liés, il n'a pas de marge de manœuvre, la N-VA impose les contenus et le rythme » au gouvernement, estime l'Ecolo. Pour lui, « le rôle de Charles Michel se réduit aujourd'hui à assurer le service après-vente de la N-VA », jugeant que le MR renie son héritage. « Pensez à Louis Michel à l'époque, ouvert au droit de vote des étrangers aux communales, militant de la compétence universelle, en croisade contre l'Autriche de Haider... Cet héritage est enseveli sous le poids » du parti nationaliste flamand.

d'hui à assurer le service après-vente de la N-VA », jugeant que le MR renie son héritage. « Pensez à Louis Michel à l'époque, ouvert au droit de vote des étrangers aux communales, militant de la compétence universelle, en croisade contre l'Autriche de Haider... Cet héritage est enseveli sous le poids » du parti nationaliste flamand.

Bart De Wever : « C'est avec Francken ou sans la N-VA »

- ▶ Le président de la N-VA met en garde ses partenaires de majorité : s'ils demandent la démission de Theo Francken, son parti quittera le gouvernement.
- ▶ Bart De Wever soutient son secrétaire d'Etat, quels que soient les résultats de l'enquête sur les Soudanais expulsés.
- ▶ Réaction au CD&V : l'enquête d'abord, personne n'est intouchable.
- ▶ L'opposition dénonce une « prise d'otage » des institutions démocratiques.

Si on demande à Theo Francken de démissionner, la N-VA se retirera du gouvernement. Je veux être très clair à ce sujet. Je suis derrière Theo et je ne vais pas le laisser tomber. En aucun cas. » Bart De Wever, président de la N-VA, n'y est pas allé par quatre chemins dimanche soir au micro de VTM. Pas touche au secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, très critiqué ces dernières semaines dans le dossier des rapatriements des Soudanais. Cela même si l'enquête (pilotee par le ministre de l'Intérieur, avec le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et la collaboration des Nations unies) devait montrer que des Soudanais envoyés dans leur pays ont été maltraités et torturés. « Je ne doute pas de Theo Francken. Ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain, a développé Bart De Wever. Il a appliqué la loi. Humainement, l'asile est une compétence difficile. Mais quelqu'un doit s'en occuper et doit oser le faire. Si vous faites simplement votre job et que votre propre majorité vous tire dans le dos, sans savoir si vous avez fait une faute ou pas, cela ne va pas. »

Au passage, Bart De Wever dénonce l'attitude des présidents de parti : « Ils ont mon numéro de téléphone. S'ils ont vraiment un problème, ils peuvent m'appeler. Mais si ce n'est que pour exprimer une opinion dans les médias, cela ne m'intéresse plus. » Une allusion, sans doute, aux déclarations récentes du président du CD&V Wouter Beke, qui avait mis en doute la « déontologie personnelle » du secrétaire d'Etat, visant ses déclarations incomplètes voire contradictoires au Parlement.

Les déclarations de Bart De Wever interviennent après une série de commentaires peu amènes à l'égard de Theo Francken, et du Premier ministre, durant le week-end, émanant du CD&V. Eric Van Rompuy, président de la commission des Finances à la Chambre, a jugé, sur son site internet, que Charles Michel était devenu... « la marionnette » de la N-VA, expliquant qu'en communiquant comme il l'a fait sur Facebook, le Premier ministre a « couvert poli-

tiquement Theo Francken alors que l'enquête n'a pas livré ses résultats » : « Cela témoigne de peu de respect envers le Parlement. »

Rumeurs d'élections

CD&V, toujours... Sur la VRT, l'eurodéputé Ivo Belet en a remis une couche à propos de la communication de Francken : « A l'avenir, tout ce que Theo Francken dira, on ne pourra pas être sûr que ce soit vrai ou non. » A son tour, la présidente du VLD, Gwendolyn Rutten, a asséné : « Celui qui malmène la vérité une fois sera remis en question la fois suivante. Est-ce vrai ce que cet homme dit ? Mais il appartient à Theo Francken de répondre lui-même à cette question. »

Résultat : une volée de critiques et de soupçons qui ont dû convaincre Bart De Wever de mettre le holà, et de menacer dimanche soir, comme on l'a dit : c'est avec Theo ou ce sera sans nous...

Réactions dans la majorité ? A bonne source au CD&V, on nous expliquait en soirée en substance : « Nous verrons quelles seront les conclusions de l'enquête sur le dossier soudanais, c'est cela qui compte, et, plus généralement, jamais personne n'est intouchable dans un gouvernement. Theo Francken pas plus ni moins qu'un autre ». Même message au VLD.

Dans les rangs gouvernementaux, d'aucuns veulent temporiser, et recontextualiser : « La sortie de De Wever, c'est la réponse du berger à la bergère. En kern, la majorité avait décidé d'attendre les résultats de l'enquête pour tirer des conclusions politiques. Le président du CD&V Wouter Beke, sans appeler à la démission de Theo Francken, a utilisé des mots ambigus. En fait, il n'a pas attendu les résultats de l'enquête pour émettre une démission... Il n'est donc pas si étonnant que De Wever fasse la même chose. »

Au MR, on insiste : « Tirer des conclusions politiques ne veut pas forcément dire démission. » « On peut tirer des leçons pour renforcer les procédures de respect de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (in-

terdisant les traitements inhumains. NDLR). »

Une source gouvernementale conclut : « L'immigration est un thème marqueur qui suscite un bras de fer, au niveau de la communication, entre le CD&V et la N-VA. Mais il y a un grand décalage entre ce qu'il y a dans les médias et ce qui se dit au sein du gouvernement. » Theo Francken, de son côté, a commenté : « Les vrais présidents de parti sont rares. Nous en avons un vrai depuis des années. »

Deux motions jeudi

Conclusion : la majorité poursuit, Charles Michel active sa « feuille de route » socio-économique (nos éditions de samedi), mais la tension s'est accrue d'un cran en son sein, si c'était possible.

De quoi, en tout cas, relancer les rumeurs d'élections anticipées, avec, on le sait, deux scénarios dans cette hypothèse : aller aux urnes sans attendre, avant l'été, ou bien coupler les législatives aux prochaines communales, le 14 octobre... Quoi qu'il en soit, tous en Flandre (à commencer par le CD&V et le VLD) jugent que la N-VA serait la première bénéficiaire d'une campagne intempestive, où le thème de l'asile et la migration dominerait les débats.

Inutile de préciser que la rentrée parlementaire, cette semaine, a lieu dans un climat très tendu. Jeudi, le Parlement devra se pencher sur deux motions déposées par l'opposition. PS, CDH. Défi et SPA soutiennent une motion de méfiance appelant à la démission de Theo Francken. Ecolo et Groen signent, quant à eux, une motion de recommandation enjoignant au Premier de prendre lui-même l'initiative. Du pareil au même. Quelle sera l'attitude du CD&V à la Chambre ? Un ange passe dans la suédoise.

En tout cas, la nouvelle sortie de Bart De Wever donne du grain à moudre aux signataires des motions. « Cela confirme ce que nous disions depuis le début, à savoir que le Premier ministre est l'otage de la N-VA, fulmine Ahmed Laaouej, chef de groupe PS. C'est

intolérable que nos institutions démocratiques soient prises en otage de la sorte par la N-VA. On ne peut pas accepter, parce que la N-VA menace de quitter le gouvernement, qu'un ministre mente. Le principe d'une démocratie, c'est le droit à la vérité ! En plus de cela, en disant que Theo Francken ne démissionnera pas, enquête ou pas enquête, Bart De Wever assoit sur les institutions. Quoi que le CGRA dise, la N-VA s'en fiche ! » Catherine Fonck, cheffe de groupe CDH, embraie : « Si Bart De Wever quitte le gouvernement sur ce dossier-ci, cela fera ses affaires sur le plan électoral. Tous les coups sont gagnants pour lui, il peut tout se permettre. La vraie question est de savoir jusqu'où les autres partis vont accepter d'aller. » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
DAVID COPPI

LES DÉCLARATIONS**« Les gens doivent tirer leurs propres conclusions »****Wouter Beke (CD&V),
le 29 décembre 2017**

« Lorsque, devant le Parlement, sont faites des déclarations qui ne sont pas conformes à la vérité, c'est un problème, déclarait le président du CD&V fin décembre. Jo Vandeurzen et Yves Leterme avaient par le passé démissionné car le Parlement avait eu l'impression qu'ils n'avaient pas dit la vérité et ce alors qu'ils n'avaient pas menti. Ils l'ont fait en fonction de leur déontologie personnelle car la crédibilité est la chose la plus précieuse en politique. » Francken doit-il démissionner ?
« Les gens doivent tirer leurs propres conclusions et que c'est une question de déontologie personnelle. »

« Celui qui ment une fois sera toujours remis en question »**Gwendolyn Rutten (VLD),
le 7 janvier 2018**

Interrogée dans *De Zondag*, la présidente du VLD en appelait toutefois au sens personnel de l'éthique de Francken.
« Celui qui malmène la vérité une fois sera remis en question la fois suivante. Est-ce vrai ce que cet homme dit? Mais il appartient à Theo Francken de répondre lui-même à cette question. »

« Charles Michel, marionnette de la N-VA »**Eric Van Rompuy (CD&V),
le 7 janvier**

Avec son message justifiant la politique du gouvernement, Charles Michel aurait couvert politiquement le secrétaire d'Etat Theo Francken alors même que l'enquête du CGRA n'a pas livré ses résultats, accuse le député CD&V Eric Van Rompuy.
« Cela témoigne de peu de respect envers le Parlement. Ce faisant, le Premier ministre est devenu la marionnette de la N-VA. »